

A moins d'un an des présidentielles françaises

L'UMP resserre l'étau sur l'immigration

Ce n'est un secret pour personne, l'immigration est un sujet récurrent dans la société française et particulièrement présent à l'approche des élections présidentielles. Rien donc d'étonnant si, à moins d'un an de cette échéance capitale, les formations politiques françaises redoublent d'imagination afin d'expliquer leurs mesures sur cette question très sensible outre Hexagone.

Après les 30 propositions du Parti socialiste (PS) pour la France, les diatribes du Front national (FN) de Marine Le Pen appelant notamment à la binationalité et imputant les maux de la France à l'immigration, et l'appel d'Europe Ecologie-Les Verts à une immigration libre et sans contrainte, l'UMP vient de révéler ce qui sera sa politique sur l'immigration.

Ainsi, jeudi dernier une «Convention sur l'immigration» a été organisée à l'Assemblée nationale, sous l'impulsion du secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé et avec la collaboration du ministre de l'Intérieur français Claude Guéant.

Au cours de cette rencontre, visant à reprendre la main sur ce sujet épineux, le parti présidentiel a présenté ses 23 propositions afin de réduire l'immigration régulière.

Ainsi, l'UMP préconise une baisse de l'immigration avec comme objectifs principaux : une vingtaine de milliers de titres de séjour en moins acceptés chaque année, la réduction de la durée de détention d'accueil des clandestins qui passera de presque 4 ans à deux mois, l'augmentation de 25% des capacités d'accueil des centres de rétention et l'établissement d'une «caution-retour»

pour les demandes de visa «à risques».

Claude Guéant, habitué aux déclarations polémiques et provocatrices sur ce thème délicat s'était récemment attiré les foudres du monde éducatif en déclarant notamment que la France n'avait «pas besoin de maçons» immigrés.

A l'occasion de cette réunion, le ministre français n'a, à nouveau, pas raté l'opportunité pour en rajouter une couche : «Il n'est pas possible de faire venir des migrants pour qu'ils deviennent des chômeurs chez nous», avant de s'en prendre précisément à l'immigration étudiante : «Leur venue est une richesse. Encore faut-il qu'ils suivent les cours et que leur venue ne soit pas un moyen de s'installer en France».

Plus généralement, sa formation politique recommande la fusion de tous les organismes de statistiques français dans une même entité, une réponse globale et concertée à cette question, une politique de fermeté et de clarté contre l'immigration illégale, l'adaptation de l'immigration de travail aux besoins, entre autres.

L'immigration, définitivement sujet de prédilection dans la vie politique française, a même tendance à se transformer en véritable fonds de commerce pour de nombreuses formations politiques. Elles tiennent à marquer leurs différences sur ce sujet dans le but de séduire un lectorat assez divisé sur la question. On ne peut que déplorer la direction prise de la part du pays des droits de l'Homme à l'égard de l'arrivée de personnes qui pourraient pourtant, à plusieurs niveaux, représenter un véritable vecteur de richesse.

ALAIN BOUITHY